

Le parti Droit et justice s'impose aux élections parlementaires polonaises où il obtient la majorité absolue

Corinne Deloy

Résultats

Résumé :

Cinq mois après avoir élu Andrzej Duda (PiS) à la présidence de la République le 24 mai dernier (avec 51,55% des suffrages), le parti Droit et justice (PiS) s'est largement imposé aux élections parlementaires qui se sont déroulées en Pologne le 25 octobre. Il a obtenu la majorité absolue et devrait donc être en mesure de diriger seul la Pologne au cours des 4 prochaines années, une première dans l'histoire du pays depuis la chute du communisme en 1989.

Le parti d'opposition, étatiste, conservateur, eurosceptique et très attaché à l'identité catholique de la Pologne, dirigé par Jaroslaw Kaczynski a recueilli 37,58% des suffrages et remporté 235 sièges (+78 par rapport aux précédentes élections parlementaires du 9 octobre 2011) à la Diète, chambre basse du Parlement. Il a devancé la Plateforme civique (PO), parti de la Première ministre Ewa Kopacz, qui a obtenu 24,09% des voix et 138 sièges (- 69).

Les listes de Pawel Kukiz, chanteur de rock et candidat protestataire qui avait recueilli 20,8% des suffrages lors du 1er tour de la dernière élection présidentielle du 10 mai 2015, ont pris la 3e place avec 8,81% des suffrages et remporté 42 sièges. Nowoczesna (.N), parti de l'économiste libéral Ryszard Petru fondé en mai dernier l'économiste Ryszard Petru, a réussi son pari : il a recueilli 7,6% des voix et remporté 28 sièges. Le parti

avait fait campagne sur un programme libéral qui voulait attirer les jeunes, les diplômés et les entrepreneurs, déçus de la PO. Le Parti populaire (PSL), parti centriste et agrarien, présidé par le vice-Premier ministre sortant Janusz Piechocinski, a obtenu 5,13% des voix et 16 sièges (- 12).

La gauche disparaît du Parlement. La coalition Gauche unie (ZL, Zjednoczona Lewica), formée par l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) de Leszek Miller, Ton mouvement (TR, Twój Ruch) de Janusz Palikot, le Parti socialiste, Les Verts et l'Union du travail (UP), ont obtenu 7,55% des suffrages, soit au-dessous de 8% indispensable à une coalition pour être représentée à la Diète.

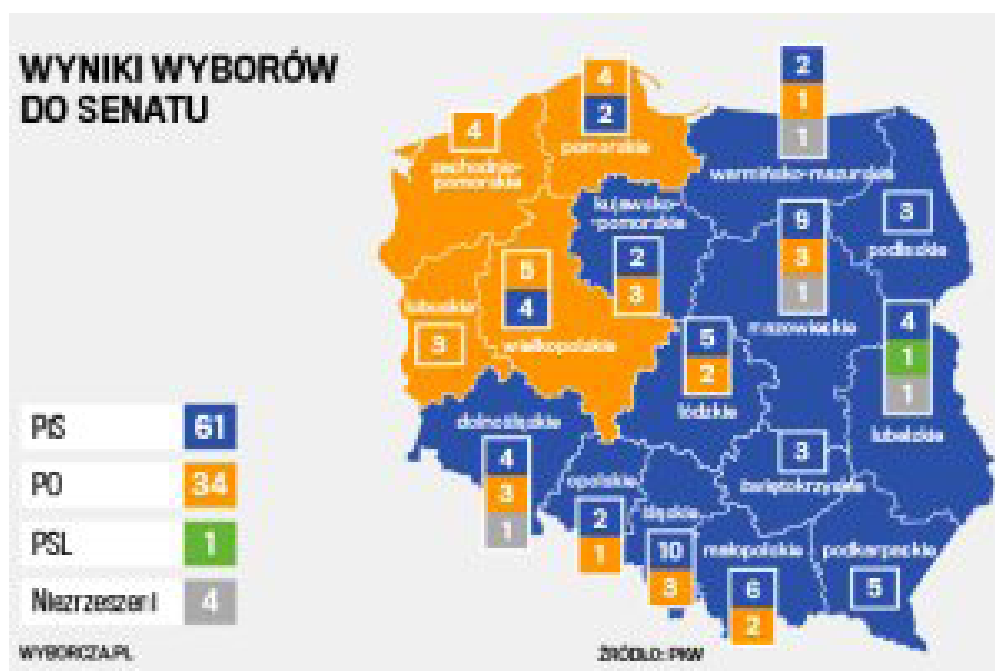
La participation a été légèrement supérieure (+2,68 points) à celle enregistrée lors des précédentes élections parlementaires du 9 octobre 2011 : un peu plus de la moitié des Polonais se sont rendus aux urnes (50,9%).

Résultats des élections à la Diète polonaise du 25 octobre 2015

Participation : 50.9%

Partis politiques	Pourcentage des suffrages recueillis	Nombre de sièges obtenus
Droit et justice (PiS)	37.58	235
Plateforme citoyenne (PO)	24.09	138
Listes Pawel Kukiz	8.81	42
Modern PL (Nowoczesna)	7.6	28
Parti populaire (PSL)	5.13	16
Gauche unie (ZL)	7.55	0
Minorité allemande	0.18	1
Autres	9,60	0

Source : <http://wyborcza.pl/0,143644.html#TRNavSST>



Huit ans après sa dernière victoire électorale, le PiS n'attire plus seulement les Polonais les plus défavorisés, les perdants de la transition économique, les ruraux et les plus religieux mais également de nombreux jeunes, qui n'ont pas connu la période communiste et se montrent très préoccupés par la précarisation de l'emploi et leur niveau de vie. « La nouvelle génération n'a pas – et pour cause – conscience du saut immense qu'a fait le pays depuis

1989 » indique Ben Stanley, politologue de l'université de Varsovie. Par ailleurs, l'amélioration – réelle – du niveau de vie a conduit à une augmentation des aspirations des Polonais. « Le sentiment de bien-être n'a jamais été aussi élevé mais l'appréciation de la situation générale du pays reste mauvaise. La plupart des gens qui veulent voter le PiS adhèrent à son slogan d'une « Pologne en ruines » et à cette représentation d'une Pologne pauvre, inégale et

injuste » a souligné Janusz Czapinski, sociologue, quelques jours avant le scrutin.

Le PiS a multiplié les promesses durant la campagne électorale : abaissement de l'âge de la retraite (fixé actuellement à 67 ans pour les hommes et à 65 ans pour les femmes) à 60 ans pour les femmes et à 65 ans pour les hommes, réduction des impôts pour les Polonais les plus modestes et les petites entreprises, augmentation du salaire minimum, baisse de la TVA, versement d'une allocation mensuelle de 500 zlotys (117,3 €) pour chaque enfant, gratuité des médicaments pour les personnes âgées de plus de 75 ans. L'ensemble de ces mesures devrait coûter entre 40 et 60 milliards de zlotys (9 à 14 milliards €). Le PiS a également tenu un discours anti-migrants, populaire en Pologne. Opposé à la mise en place de quotas européens pour les réfugiés, Jaroslaw Kaczynski n'a pas hésité à accuser les musulmans d'imposer la charia dans certaines parties de Suède, d'utiliser les églises comme toilettes en Italie et de semer le trouble en France, en Allemagne et au Royaume-Uni. Il a également évoqué « les épidémies et les parasites » dont les migrants seraient porteurs, notamment le choléra, qui, selon lui, sévirait déjà sur les îles grecques comme la dysenterie dans la capitale autrichienne Vienne.

Enfin, Le PiS a su renouveler – et rajeunir – ses responsables : après l'élection de Andrzej Duda, 53 ans, à la présidence de la République, Beata Szydlo, 52 ans, devrait devenir la prochaine Premier ministre du pays.

Jaroslaw Kaczynski, s'est inspiré de son voisin hongrois, Victor Orban, et notamment de sa décision de 2010 de taxer les multinationales et les entreprises des secteurs économiques à forte présence étrangère (énergie, télécommunications, finances et grande distribution). « *Le PiS souhaite « repoloniser » l'économie, « en introduisant en Pologne une nouvelle taxe sur les banques et les entreprises de grande distribution similaire à celle en vigueur en Hongrie et en limitant les profits transférés à l'étranger par les sociétés non polonaises implantées dans le pays* » a affirmé l'un des conseillers de Jaroslaw Kaczynski, Piotr Glinski. Les 2/3 des banques et la plupart des entreprises de grande distribution du pays sont détenus par des étrangers.

« *Le PiS veut mettre en place un modèle d'Etat différent des démocraties occidentales classiques, un système autoritaire qui marginaliserait les institutions légales* » a indiqué Adam Michnik, directeur du quotidien Gazeta Wyborcza. Son rédacteur en chef, Jaroslaw Kurski, partage son point de vue et affirme que « *si Jaroslaw Kaczynski ne sera pas Premier ministre, il est en réalité le leader incontesté qui décidera de tout : la nomination des ministres, du directeur de la télévision nationale, des directeurs de la Banque centrale et des entreprises publiques* ». Des craintes partagées par plusieurs observateurs politiques.

La Première ministre sortante Ewa Kopacz (PO) a très tôt reconnu sa défaite, indiquant néanmoins que son parti « *n'avait pas perdu ces huit dernières années* ». « *La Pologne est un pays qui progresse du point de vue économique et où le chômage est à un chiffre. C'est dans cet état que nous laissons le pays à ceux qui ont remporté les élections aujourd'hui* » a-t-elle ajouté.

La PO paie ses 8 années à la tête du pays et est victime de l'usure du pouvoir. En dépit de son – bon – bilan économique, le pays reste marqué par des inégalités de développement et le PiS a eu la partie aisée pour démontrer que tous les Polonais ne bénéficiaient pas des fruits du dynamisme économique du pays. « *En termes de PIB, la Pologne s'est enrichie mais un grand nombre de Polonais se sont appauvris* » souligne Kazimierz Kik, politologue. Au fil des années, ses responsables sont apparus, à tort ou à raison, comme déconnectés de la population et arrogants. L'affaire des écoutes illégales (entretiens au langage parfois ordurier compromettants pour de nombreuses personnalités de la vie politique et économique) qui a débuté en juin 2014 a fortement abîmé l'image du parti et déstabilisé le gouvernement à l'époque dirigé par Donald Tusk (PO). L'enquête qui a suivi la publication de ces écoutes a permis l'arrestation de plusieurs personnes et entraîné la démission du président du parlement, Radoslaw Sikorski, et de trois ministres en juin dernier.

« *La PO n'a pas su communiquer avec les gens. Donald Tusk avait du charisme, mais on ne l'a pas vu. Les gens disent : « On veut que les politiques nous parlent. » C'est là le grand succès de la campagne du PiS* » analyse Ireneusz Krzeminski de l'Institut de sociologie de l'université de Varsovie.

La PO n'a pas été en mesure d'incarner le changement et la tentative du parti de jouer sur la peur d'un retour de Jaroslaw Kaczynski aux affaires n'a pas fonctionné. Pour Pawel Dobrowolski, économiste à l'institut Sobieski, « *le plus grand péché de la PO a été le manque de vision stratégique de sa politique économique. C'était une politique passive qui est passé à côté de réformes importantes comme celle de l'administration, de la simplification de la politique fiscale ou de la poursuite du processus de privatisations* ».

Une question demeure : Le PiS, de retour au pouvoir, succombera-t-il à ses démons nationalistes et populistes ? Pour beaucoup, le parti a changé et ne devrait pas refaire les mêmes erreurs que lors de son dernier mandat (2005-2007) lorsqu'il avait tenté d'imposer l'ordre moral en Pologne. De

même, au niveau européen, membre du Groupe des Conservateurs et réformistes européens au parlement européen où siège également le Parti conservateur britannique, il sait que le pays, premier pays bénéficiaire de fonds européens, a grand besoin de cette aide pour poursuivre son développement. Varsovie recevra ainsi 82,5 milliards € entre 2014 et 2020, soit l'équivalent de son budget annuel. « *L'Union européenne est notre maison et nous en avons besoin, mais nous devons faire ce que font certains autres : prendre soin de nos propres intérêts* » a indiqué Beata Szydlo durant sa campagne électorale. Le nouveau pouvoir polonais s'opposera toutefois certainement à toute nouvelle avancée vers une plus grande intégration européenne comme au transfert de toute nouvelle compétence à Bruxelles.

Retrouvez l'ensemble de nos publications sur notre site :
www.robert-schuman.eu

Directeur de la publication : Pascale JOANNIN

LA FONDATION ROBERT SCHUMAN, créée en 1991 et reconnue d'utilité publique, est le principal centre de recherches français sur l'Europe. Elle développe des études sur l'Union européenne et ses politiques et en promeut le contenu en France, en Europe et à l'étranger. Elle provoque, enrichit et stimule le débat européen par ses recherches, ses publications et l'organisation de conférences. La Fondation est présidée par M. Jean-Dominique GIULIANI.